



P8-00126

416767

ECC SO HIS

Code épreuve : 270

Nombre de pages : 10

Session : 2019

Épreuve de : Économie, sociologie et histoire ESCP / SKEMA

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

À l'annonce de son élection, Donald Trump applique une promesse de sa campagne électorale : les États-Unis se retirent de l'accord de Paris considéré comme un obstacle à la croissance économique et à l'origine de la destruction d'emplois dans des secteurs miniers ou nécessitant du charbon. En mai 2019 le chômage aux États-Unis est à son niveau le plus bas depuis 1970 et atteint près de 3,7% de la population active. De fait, lever la contrainte environnementale semble être un moyen de relancer la croissance dans un contexte de stagnation séculaire.

Toutefois, les États-Unis semblent faire preuve d'inconscience vis-à-vis des risques qu'ils encourent face à une détérioration de l'environnement. Le GIEC confirme le rôle anthropologique dans la hausse des émissions depuis la première révolution industrielle. En Grande-Bretagne, la consommation de charbon est passée entre 1780 et 1811 de 4 à 11 millions de tonnes et Rourke, dans *Coal and European industry revolution*, insiste sur son rôle prépondérant pour expliquer son statut hégémonique à cette époque.

Cette prise de conscience des dangers liés à la détérioration de l'environnement s'effectue pendant les Trentes glorieuses du fait de l'explosion de la consommation de CO₂ et de son effet sur la couche d'ozone. Pour lutter contre ce fléau, l'État peut mettre en place une réglementation à l'aide d'instruments qui jouent le rôle de contrainte environnementale. Cette réglementation peut avoir des effets sur la croissance à court et long terme dans la mesure où elle peut viser à limiter ou interdire des activités qui

nuisent à l'environnement et qui sont sources de croissance économique. La croissance peut se définir comme l'augmentation soutenue et durable pendant une ou plusieurs périodes d'un indicateur de dimension le produit intérieur brut en termes réels selon Berroux. Actuellement, la transition écologique dont le but est donc de passer de l'utilisation de ressources fossiles à des ressources renouvelables mais aussi à réduire l'empreinte écologique et donc ses émissions de carbone. La réglementation qui permet cette transition peut être considérée comme injuste dans la mesure où elles pénalisent dans un premier temps les ménages les plus modestes (ils ont besoin d'essence pour aller travailler) mais aussi les pays en développement qui ont orientés leur développement sur l'utilisation de ressources non renouvelables. Ainsi il existe bien un trade off source de contestation et de débats. Il est donc légitime de se demander dans quelle mesure la contrainte environnementale peut être efficace afin d'enclencher la transition écologique sans nuire à la croissance actuelle comme aux générations futures dans la logique du développement durable?

Ainsi, la contrainte environnementale répond aux défaillances du marché. (I) Toutefois, son efficacité est contestée et reste à désirer. (II) Finalement, cette contrainte est un mal nécessaire pour assurer une croissance durable et soutenable. (III)

x

x

x

L'implication anthropologique dans la hausse des émissions est manifeste. Le marché apparaît alors comme inefficace afin de réguler le climat qui est un bien commun et les Etats se présentent alors comme les seuls capables de pallier ces limites: les différents rassemblements planétaires soulignent une prise de conscience dans la détérioration de l'environnement (A) qui peut être considérée comme la conséquence des défaillances du marché (B) et qui rend nécessaire l'Etat afin de réglementer par le biais d'instruments (C).

De prime abord, les différents rassemblements planétaires au lendemain de la seconde guerre mondiale marquent un tournant dans la lutte contre la détérioration de l'environnement. En effet, le rapport Brundland, intitulé Halte à la croissance, met en garde contre les effets néfastes des émissions de carbone sur la couche d'ozone. Le GIEC reconnaît l'implication anthropologique dans la hausse des émissions mais aussi dans la détérioration de l'environnement. La déforestation qui est toujours à l'œuvre en Amazonie nuit à la photosynthèse. Le véritable tournant s'effectue lors de la conférence de Kyoto où les Etats reconnaissent l'impact néfaste de la détérioration de l'environnement et de la nécessité de limiter la hausse de la température dans la biosphère de 2°C afin de préserver la biodiversité par le biais de la réduction des émissions de carbone de manière drastique. Ainsi, les conférences (Copenhague), les sommets (Rio) ou encore les accords de Paris visent à préserver l'environnement sans nuire à la croissance future.

Toutefois, ces rassemblements planétaires peuvent ne pas rendre compte des possibles trajectoires. En effet, les taux d'actualisation qui indiquent le choix pour une préférence pour le présent peuvent être très différents. Le rapport Stern préconise un taux de 4,5% alors que la banque mondiale préconise un taux de 8%. Ces préférences peuvent différer en raison des différentes situations économiques. Par exemple, la Chine entamera véritablement sa transition écologique en 2030 afin de profiter d'un dividende démographique et de maximiser ainsi les combinaisons productives et donc à terme la croissance.

x

Le marché peut se révéler inefficace dans l'allocation et la régulation des ressources notamment le climat. Or le climat est un bien public global (non excluable et non rival) ainsi, le marché peut ne pas être optimal dans la mesure où les agents peuvent adopter des comportements de free rider (Olson) qui nuisent à la croissance. Hardin, dans Tragedy of Commons met en évidence l'incapacité du marché à réguler l'exploitation des ressources naturelles et qui se traduit du fait d'une augmentation de l'exploitation par l'extinction de l'espèce. Ces ressources en question peuvent se révéler indispensables à la croissance. En effet, une dégradation de l'environnement se traduit par une baisse de l'espérance de vie du fait de la multiplication des cancers. Rhode et Muller estiment à 4000 morts par an en Chine du fait de la pollution de l'air (Shanghai). De fait, la santé se dégrade, la productivité régresse, la croissance ralentit.

Par ailleurs, la détérioration de l'environnement peut conduire à modifier le climat et à augmenter la fréquence des catastrophes naturelles. Ces catastrophes détruisent du capital et nécessitent alors de la main d'œuvre pour reconstruire ce qui stimule la croissance par la création de valeur ajoutée. Toutefois, cette reconstruction peut ne pas être mise en œuvre et les catastrophes sont alors à l'origine d'une double peine et susceptible de refaire tomber près de 200 millions de personnes sous le seuil d'extrême pauvreté (1.75 \$ / jour) et donc de ralentir la croissance.

x

ainsi, face à cette défaillance, l'État semble être le plus apte afin de mettre en place une régulation efficace. Il dispose selon Weber d'un « monopole de violence légitime » qui lui procure la légitimité d'effectuer cette réglementation. L'État dispose de plusieurs outils pour réguler et internaliser les comportements négatifs (sources d'externalités négatives) et ainsi modifier les trajectoires d'émission de carbone. Il peut user de normes comme de taxes afin de réguler le marché. Le principe de la taxe du pollueur payer, révisé par Pigou, consiste à faire payer celui qui consomme plus. La mise en place du marché émetteur vise à effectuer cette régulation par les prix (mais aussi par

Code épreuve : 270

Nombre de pages :

Session : 2019

Épreuve de : économie, sociologie et histoire. ESCP/SKENA

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

les quantités avec la mise en place de quotas d'émissions. Il est important de noter que ces contraintes peuvent pénaliser la croissance dans la mesure où elles conduisent à renchérir les coûts de production des entreprises. Elles sont alors contraintes d'augmenter leurs prix pour ne pas réduire leur marge ce qui se traduit par une baisse de la consommation et donc de la croissance à terme. Ces contraintes peuvent également être à l'origine d'un effet de revenu négatif. En effet, les ménages qui travaillent et qui sont obligés de prendre leur voiture sont pénalisés face à une hausse des prix des carburants puisque ces ménages ne peuvent y substituer conformément aux lois d'Engels et à l'élasticité prix-de la demande des biens de première nécessité. Face à de telles distorsions, E.Ostrom préconise les arrangements institutionnels comme solutions optimales au niveau local afin de maximiser la croissance tout en préservant l'environnement grâce à la mise en avant de valeurs telles que la confiance entre les agents.

L'Etat met en place une régulation pour lutter aux défaillances du marché mais l'efficacité de sa réglementation peut être nuancée vis-à-vis de l'ampleur des rassemblements et de la communication qui est faite.

Ainsi, la contrainte environnementale peut être remise en question: son efficacité reste à désirer (A) et peut donner lieu à une compétition entre les États néfastes à la croissance (B). Elle justifie alors de compenser les perdants de la transition écologique. (C)

Il est clair que l'efficacité de la contrainte environnementale reste à désirer pour entamer toutes transitions écologiques. En effet, l'efficacité du prix du carbone sur le marché européen n'est pas assez incitatif pour enclencher une transition vers le bas carbone. Le signal prix du carbone est trop faible vis-à-vis d'activités polluantes dont les gains économiques sont plus importants à court terme. Il s'élève seulement à 6€ actuellement et devrait atteindre 50€ en 2030 et 100€ en 2050. Un signal prix crédible de la part des autorités pourra alors enclencher cette transition dans la mesure où les entreprises seules les plus productives pourraient survivre face à ce déversement sectoriel selon Savary. Ainsi, un signal prix faible c'est renvoyer aux investisseurs une transition qui n'aura pas lieu tout de suite et qui est nécessaire à la croissance pour devenir durable et soutenable surtout que les émissions restent fortement élevées dans les pays en développement (Chine, Inde) mais aussi développés (États-Unis, Allemagne).

La mise en place d'une réglementation peut être à l'origine d'une compétition qui menace les entreprises et donc la croissance. En effet, face à des quotas, des taxes, certains États peuvent décider de pratiquer un dumping environnemental qui nuit au commerce international s'il n'est pas sanctionné par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Toutefois, ces partenaires peuvent

décider de reporter comme à l'instar de la guerre des monnaies en mettant en place des normes pour motiver les producteurs nationaux face à une concurrence féroce. Les normes TASTEE (mesures administratives sanitaires techniques emballages étiquetages écologiques) en Europe ont ce but.

La hausse des émissions résultant de cette compétition féroce aggrave la détérioration de l'environnement. Il est clair qu'il y a une perte de bien-être et un effet direct sur la croissance. L'indice TEEB (The Economic of environment and biodiversity) met en évidence le manque à gagner de la dégradation de l'environnement. La hausse des moussons en Inde représente un manque à gagner de 4 milliards de \$ par an. Ainsi, il est nécessaire de lutter contre le réchauffement climatique.

×
Cette contrainte environnementale mondiale fait donc des perdants qu'il est nécessaire de compenser afin qu'ils puissent entamer leurs transitions écologiques. Ainsi, les États développés, ayant profités de ces ressources pendant les deux premières révolutions industrielles, doivent compenser ces perdants, c'est-à-dire les pays en développement. Les pays développés peuvent effectuer des transferts monétaires ou accorder des quotas plus élevés que eux. Il faut réduire l'empreinte écologique. L'enjeu primordial réside donc dans les transferts technologiques qui peuvent permettre aux pays en développement de rattraper leur retard. Gerstenkron voit, dans *Economic Backwardness in historical perspective*, la possibilité pour ces pays de rattraper ce retard de développement et donc de réaliser une sigma-convergence (hausse des niveaux de vie) qui pourra être à l'origine d'une croissance future plus forte tirée par la consommation, l'épargne et l'investissement.

×
L'efficacité de la réglementation reste à désirer mais les effets de la détérioration de l'environnement sont un obstacle à la croissance future.

Code épreuve : 270

Nombre de pages :

Session : 2019

Épreuve de : Économie, sociologie et histoire ESCP / SKENA

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

source de croissance et de lutter contre le long paradoxe de Solow des NTIC. Selon Aglietta, dans Finances l'investissement bas carbone pour soutenir la croissance en Europe, il est nécessaire et urgent d'investir dans le bas carbone, à hauteur de 500 milliards, pour réaliser des gains et profiter de ce relai de croissance. Ainsi, pour reprendre S. Jean du CEPII « la démondialisation n'aura pas lieu » mais à condition d'inverser les tendances actuelles et de s'inscrire dans un investissement bas carbone, soit une transition écologique, pour profiter de gains de croissance futurs.

Finalement, l'efficacité^x de la contrainte environnementale réside dans la fixation d'un seuil d'émission. S'il n'est pas assez bas, il n'est pas incitatif et s'il est trop élevé il est désincitatif / on parle de l'effort à produire. En effet, la fixation de ce seuil d'émission ne doit donc pas nuire au développement actuel et perdre une décennie d'investissements en R&D selon Aghion. Ainsi le schéma ci-contre permet de rendre de l'effort à réaliser afin de diminuer ses émissions (passage de E à E') c'est le coût d'abattement. Le nouveau point E' devient alors le point à atteindre puisqu'il réalise un équilibre entre croissance et bien-être intra et intergénérationnel en favorisant ainsi le développement durable.

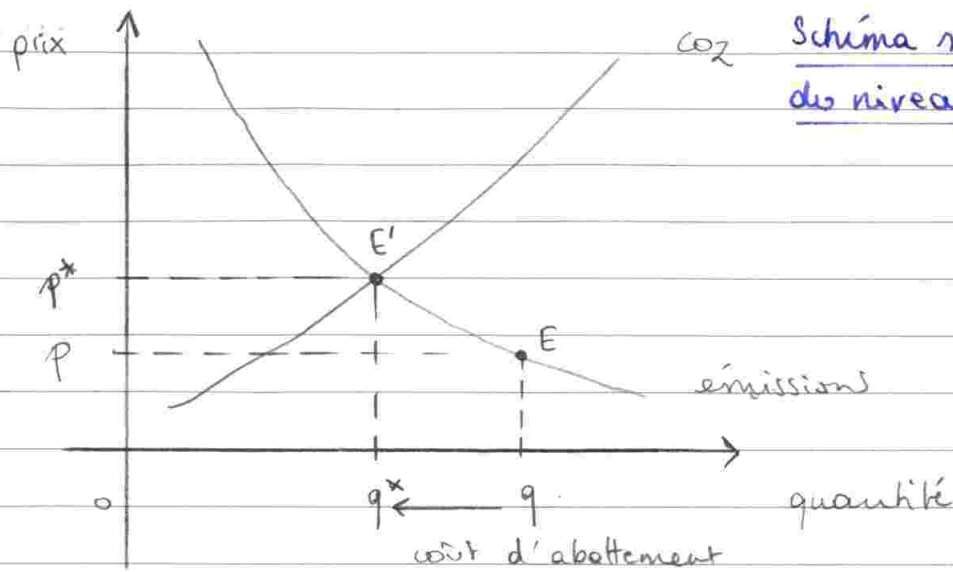


Schéma sur le seuil optimal du niveau d'émission.

Pour entamer cette transition écologique, la nécessité d'une coopération internationale est nécessaire afin de confirmer la puissance d'un signal prix élevé du carbone pour les décennies à venir. Investir dans cette transition, c'est prendre conscience du risque que la dégradation de l'environnement porte sur les générations futures du point de vue de leur santé. Ainsi, c'est trouver ^{une} alternative aux sources de croissance actuelle fortement émettrices tout en préservant les emplois qu'elles sous-tendent, au risque de voir la montée de courants populistes à l'image de Donald Trump.

Toutefois, cette transition n'est pas sans coût. Les marchés financiers pour financer les investissements bas carbone seront mobilisés mais la mise en place d'une éco-taxe ou d'une TVA Sociale seront plus que nécessaires pour répondre aux contestations de cette transition.

